

Séance publique du lundi 17 décembre 2012

Convoqué le mardi 11 décembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 décembre 2012 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Arnaud JULIEN, Gabrielle DELONCLE, Christian DUMONT, Claudine TROADEC-ROBERT.

Absents :

Mustapha MAJDOUL, Martine PETITOUT.

Autorisation d'utilisation des crédits avant le vote du Budget Primitif 2013 et affectation d'acomptes de subventions

Max LEVITA rapporte :

Conformément à l'article L1612-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT), l'assemblée délibérante doit autoriser l'exécutif de la collectivité à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, afin de permettre la réalisation de ces dépenses, avant l'adoption du budget primitif, à l'exclusion des crédits afférents au remboursement de la dette.

Concernant la section de fonctionnement, l'article L1612-1 du CGCT prévoit, dans le cas où le budget primitif n'ait pas été adopté avant le 1^{er} janvier de l'exercice, que l'exécutif peut engager, liquider, mandater les dépenses de fonctionnement dans la limite de celle inscrites au budget de l'exercice précédent.

Dans une volonté de totale transparence, la Ville de Montpellier souhaite soumettre au vote du Conseil Municipal :

- l'autorisation budgétaire des crédits d'investissement comme de fonctionnement pour le 1^{er} janvier 2013, dans l'attente du vote du Budget Primitif 2013 et
- l'affectation de crédits de subvention aux partenaires de la Ville de Montpellier, dont le financement dès janvier 2013 conditionne l'activité.

● Autorisation d'utilisation des crédits avant le vote du budget primitif 2013

Section de fonctionnement

Les crédits de fonctionnement votés au titre de l'exercice 2012 sont détaillés dans le tableau suivant :

DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT

Chapitre		Crédits votés en 2012
920	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES	59 859 863,66

921	SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUE	9 812 394,55
922	ENSEIGNEMENT-FORMATION	53 397 045,50
923	CULTURE	9 906 575,83
924	SPORTS ET JEUNESSE	20 598 636,00
925	INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	15 429 479,00
926	FAMILLE	25 418 359,00
928	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	59 417 064,17
929	ACTION ECONOMIQUE	6 845 414,50
931	DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES	9 373 000,00
933	IMPOTS ET TAXES NON AFFECTES	6 236 830,02
936	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ELUS	94 458,00
Total		276 389 120,23

L'autorisation budgétaire des dépenses de fonctionnement pour 2013, dans l'attente du vote du BP 2013, équivaut aux dépenses votées au titre de l'exercice 2012 et sont retracées dans le tableau suivant :

DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT AUTORISEES POUR DEBUT 2013

Chapitre		Autorisation de crédits 2013
920	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES	59 859 863,66
921	SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUE	9 812 394,55
922	ENSEIGNEMENT-FORMATION	53 397 045,50
923	CULTURE	9 906 575,83
924	SPORTS ET JEUNESSE	20 598 636,00
925	INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	15 429 479,00
926	FAMILLE	25 418 359,00
928	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	59 417 064,17
929	ACTION ECONOMIQUE	6 845 414,50
931	DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES	9 373 000,00
933	IMPOTS ET TAXES NON AFFECTES	6 236 830,02
936	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ELUS	94 458,00
Total		276 389 120,23

Section d'investissement

Les crédits d'investissement votés au titre de l'exercice 2012 sont décrits dans le tableau ci-après :

DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT

Chapitre		Crédits votés en 2012
900	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES	47 814 549,34
901	SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUE	833 119,90
902	ENSEIGNEMENT-FORMATION	22 851 721,93
903	CULTURE	4 768 620,46
904	SPORTS ET JEUNESSE	11 313 701,97
905	INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	436 288,94
906	FAMILLE	2 656 016,56

908	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	75 613 630,90
909	ACTION ECONOMIQUE	1 049 847,24
911	DETTE ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES	48 038 008,40
917	OPERATIONS SOUS MANDAT	242 759,24
Total		215 618 264,88

L'ouverture de crédits de dépenses d'investissement autorisée pour 2013 s'élève au quart des dépenses votées sur l'exercice 2012, hors dépenses relatives au remboursement de la dette (chapitre 911), comme illustré ci-dessous :

DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT AUTORISEES POUR DEBUT 2013

Chapitre		Autorisation de crédits 2013
900	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES	11 953 637,34
901	SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUE	208 279,98
902	ENSEIGNEMENT-FORMATION	5 712 930,48
903	CULTURE	1 192 155,12
904	SPORTS ET JEUNESSE	2 828 425,49
905	INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	109 072,24
906	FAMILLE	664 004,14
908	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	18 903 407,73
909	ACTION ECONOMIQUE	262 461,81
911	DETTE ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES	48 038 008,40
917	OPERATIONS SOUS MANDAT	60 689,81
Total		89 933 072,52

● Affectation d'acomptes de subventions

La Ville de Montpellier se doit de permettre, sur le début de l'exercice, la continuité de certaines structures et notamment de celles ayant des charges de personnel à assumer. L'affectation qui suit est partielle, elle sera complétée lors de la délibération sur les subventions qui sera votée en février, parallèlement au vote du Budget Primitif 2013. Elle ne préfigure en rien le montant définitif qui sera alloué aux structures concernées : sa seule vocation est de pourvoir aux besoins de trésorerie de nos partenaires en début d'exercice.

Les acomptes de subventions que nous devons affecter pour le début de l'exercice sont répartis ainsi :

SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT			
65736	925	Centre Communal d'Action Sociale	3 705 000 €
6574	929	Office de Tourisme de Montpellier	565 545 €
65738	928	GIP DSUA	57 654 €
65736	922	Caisse des Ecoles	51 600 €
6574	920	COSC	156 000 €
6574	920	Agence Locale de l'Energie	24 480 €
6574	929	Promotion Flux Touristiques	59 250 €
6574	923	La Méridionale des spectacles	12 000 €
6574	920	Maison de Montpellier à Chengdu	30 000 €

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- Adopter l'ouverture des crédits proposée au niveau du chapitre pour les dépenses des sections d'investissement et de fonctionnement,

- Autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à engager, liquider, mandater les dépenses 2013 dans la limite des crédits votés au niveau du chapitre conformément au CGCT, dans l'attente du vote du budget primitif 2013,
- Autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à liquider et mandater les recettes dues au titre de l'exercice 2013, dans l'attente du vote du budget primitif 2013,
- Décider de l'octroi des subventions telles que listées supra, sous réserve de la signature d'une convention avec les structures bénéficiaires,
- Autoriser Madame le Maire ou l'Adjoint délégué à signer toute convention qui fixe les conditions d'attribution de ces subventions.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 18 décembre 2012